L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 } *payable d'avance*
1re. VOIE POUR LA SEMAINE..$10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 8 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

REVUE DE LA SEMAINE.

Après avoir manqué pendant cinq jours du suite, la malle nous est enfin arrivée aujourd'hui; l'heure avancée à laquelle nous vous en nous jouraux, ne nous a pas permis de les dépouiller aussi complètement que nous l'aurions voulu; l'abondance des matières locales ne nous eut pas laissé, d'ailleurs la faculté d'insérer dans nos colonnes de bienge détaillé : nous reservons donc pour lundi, s'il y a lieu, ce que nous aurions pu omettre d'important. Nous devons nous borner à rappeler aujourd'hui en deux mots ce qui s'est passé de plus marquant parmi nous durant cette semaine: la grande affaire, pour ne pas dire la seule, a été la discussion au Senat et à la Chambre de deux bills relatifs aux banques; cette discussion a été fort vive par moments, et elle n'est pas encore terminée : nous aurons à y revenir. Nous signalerons en passant, puisque nous sommes sur le chapitre de la législature, une patriotique proposition de M. Sweazy, a propos de la politique envahissante de l'Angleterre : il est digne de la Louisiane de témoigner énergiquement son dévouement de voir le gouvernement général maintenir et les droits de l'Union entière et ceux de certains Etats du Nord; il est digne de la Louisiane de protester qu'elle est décidée à prêter, en cas de besoin, son aide à toutes les mesures de l'executif qui auront pour but la défense de l'intérêt et del honneur national.

A côté des graves préoccupations de nos législateurs, le théâtre nous a donné des *dilettantisme* en masse : par delà la rue du Canal, tout aussi bien que de ce côté, les échos n'ont fait que redire le teuil. Facture des instruments ou des voix, chacunant ici de magnifiques variations à la Paganini, là les l'un des chefs-d'œuvre de Bellini, ce cygne qui s'est envolé trop tôt vers le ciel d'où lui descendait l'inspiration! La *Norma*, malgré de grandes imperfections de détail, a eu grand succès à St. Charles, grâce à M. et Mme Séguin, grâce à M. Manvers dont nos confrères font de grands éloges; mais ce succès n'a pu devant le triomphe que M. J. Nagel a enlevé jeudi à la salle d'Orléans. Les auditeurs étaient transportés, ravis, enthousiasmés par le magique archet de l'artiste; et la chose a été si loin dans un certain moment, que l'orchestre qui accompagnait, oubliant son rôle d'exécutant, s'est mis à applaudir comme tout le monde, plus chaudement peut-être que tout le monde. Après une aussi heureuse épreuve, M. Nagel ne doit pas hésiter un instant à donner des concerts dans notre ville; il est sûr d'y voir accourir une foule nombreuse qui ne lui épargnera pas les témoignages d'admiration que mérite son beau talent.

Sénat & des postes.—L'urgence d'une réforme complète dans le service des postes devient de jour en jour plus sensible : il est vraiment déplorable que nous soyons des semaines entières sans recevoir des nouvelles du Nord. Les difficultés qui présente le pays, peuvent être une excuse pour une ou deux irrégularités; mais elles ne sauraient expliquer les longues interruptions aux quelles nous sommes exposés : le système d'organisation est mauvais, il faut en adopter un meilleur. Les bons exemples ne nous manqueront pas, si nous voulons nous donner la peine de jeter les yeux sur quelques-uns des Etats-Européens, sur l'Angleterre particulièrement. Dans ce pays les malles sont transportées sur neuf chemins de fer différens au prix moyen de $93 par mille; la loi oblige les compagnies de chemin de fer à transporter la malle soit de nuit, soit de jour, toutes les fois qu'elles en sont requises par le directeur général des postes. Sur la route de Londres à Liverpool, par où passent toutes les grandes malles pour l'Irlande, l'Ecosse et les comtés de l'Angleterre, le prix payé par mille s'élève à $165 50; mais le tems pour parcourir une distance de 210 milles, est fixé à une vitesse de *vingt-trois* milles par heure! Les malles quittent Londres le soir à huit heures un quart et sont à Liverpool le lendemain à cinq heures et demie du matin; elles ont fait la route en moins de dix heures! Dans notre pays la vitesse sur les routes les mieux servies, sur celles de Baltimore, de New-York et de Philadelphie par exemple, atteint à peine une moyenne de dix milles à l'heure. Cette immense supériorité que les anglais possèdent sous le rapport de la célérité, ils l'ont aussi sous le rapport de l'exactitude. Nous ne citerons pas qu'on ait jamais, soit à Londres, soit à Liverpool, soit à Manchester, soit à Birmingham, vu figurer cette annonce fatale, si ordinaire chez nous : la MALLE A MANQUÉ.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA TRESORERIE.

Nous avons déjà donné dans notre feuille du 4 donné l'a perçu d'une portion de ce rapport; en voici un résumé complet. M. W. Forward divise son travail en trois parties :

1o. *Recettes et Dépenses publiques.*

La balance au trésor, le 1er. janvier 1841, était de $987,345 03

Recettes des trois premiers trimestres de l'année 23 467,072 59

Produit approximatif du quatrième trimestre, 6 943,695 25

Ce qui donne pour les recettes de l'année un total de $31,397,512 87

Les dépenses des trois premiers trimestres se sont élevées à 24,734 346 97

Celles pour le quatrième trimestre ont été évaluées à 7,290,722 73

Ce qui donne pour les dépenses de l'année un total de 32,025,070 70

Il y a donc pour le premier janvier un déficit de $27,557 70 auquel il faut faire face immédiatement, et couvrir l'emprunt des Etat-Unis ne produit presque rien, il est nécessaire d'y suppléer par une émission intérieure de bons du trésor.

2o. *Budget de 1842.*

Les recettes de l'année 1842 sont estimées comme suit :

Douanes	$19,000,000 00
Bons du Trésor,	50,000 00
Sources diverses,	150,000 00
Total des recettes pour 1842,	$19,200,000 00
Dont il faut déduire le déficit existant dans le trésor au 1er. janvier	27,557 90
Ce qui laisse pour le service de 1842 un produit net de	$18,572,442 10

Les dépenses pour cette même année, en y comprenant $7,000,000 pour les achats des bons du trésor, sont évaluées à $8,791,040 78

Il reste donc à pourvoir à une somme de $14,918,688 68

Pour faire face à ce déficit, le Secrétaire de la Trésorerie demande au Congrès d'autoriser : 1o l'extension du terme de remboursement de l'emprunt pour la partie qui n'a pas encore été consentie ; cette partie s'élève à $8,500,000; 2o la re-émission de $5,000,000 de bons du trésor; 3o l'imposition de quelques droits sur certains articles étrangers.

3o. *Réforme du tarif.*

C'est là la partie la plus développée du rapport que nous analysons : le secrétaire de la Trésorerie y propose de notables modifications à l'acte de 1833, plus généralement connu sous le nom de compromis. Aussi longtems, dit-il, que les autres contrées continueront à exclure de leurs ports les produits de notre agriculture et à nous refuser l'avantage d'une réciprocité de commerce réelle, la politique et la justice tout à la fois nous font une loi de nous assurer, autant que faire se pourra, dans notre propre pays un marché pour la consommation de nos produits." Cette phrase résume complètement le système de M. W. Forward sur la manière dont doivent être réglés les différens droits à l'importation, nous reviendrons plus tard sur ce sujet avec détail : il mérite un sérieux examen.

Le rapport se termine par une invitation au Congrès de ne pas borner l'augmentation qu'il apportera dans les revenus publics au chiffre précis des dépenses ; un surplus de deux millions pour faire face aux événemens, ne lui serait pas de trop. La situation des affaires nationales, le désir qu'a le gouvernement, désire que partage le peuple, de mettre le territoire tout entier sur un pied respectable de défense, tout dit-il, rend nécessaire un accroissement de recettes, et cet accroissement doit s'obtenir surtout par l'établissement de droits également calculés sur les importations étrangères.

No. 2

CONTINUATION SUR LES BANQUES.

Qui c'est les fins veut les moyens—Toute loi est incomplète à moins qu'elle ne contienne un tout et les moyens d'exécution de ce tout—l'unité c'est la force—et non unité point de bonne loi.

Avant d'entrer dans l'examen des trois projets soumis à la Législature, qu'il me soit permis de bien établir la position de notre pays—il ne s'agit pas de créer un nouveau système, mais de redonner la vie à un édifice sapé dans sa base, et qui ensevelirait de ses décombres la Louisiane entière s'il venait à crouler—dans une conjoncture semblable qui doit être le premier devoir du législateur ? d'examiner avec calme toutes les parties, de cet édifice, d'en reconnaître les points faibles et réparer les parties utiles des parties nuisibles, de n'en sauver et de porter alors un remède sûr et énergie du mal.

La [illegible] de la Louisiane, en donnant le pouvoir [illegible] institutions monétaires, d'émettre du papier [illegible] remboursé du premier abord leur avait cédé un [illegible] souverain—mais pour céder une chose quelconque, il faut la posséder, et la Louisiane ne possède pas le droit de battre monnaie—ce droit appartient seul au gouvernement fédéral qui l'a reçu des Etats en échange de tous les maux que ces mêmes Etats avaient accumulés sur le peuple, par l'abus du papier monnaie, abus qui alors menaçait de dissolution l'Union Américaine—à cette époque mémorable de notre histoire nos Etats étaient devenus la risée de l'Europe—notre crédit était nul—nos banqueroutes n'avaient à peine se montrer dans les cours étrangères—Washington nous avait donné la liberté, à ce grand citoyen on s'adressa d'un commun accord pour le maintenir et la conserver et la sauver des valeurs fut placée entre les mains du gouvernement national—Dès lors tout rentre dans l'ordre et nous prîmes bientôt place parmi les grandes nations de la terre, nous tout à une dans ce monde, et [illegible] ment, au milieu d'une abondance sans exemple dans les fastes de richesses nationales, le peuple gémit sous le poid de toutes les calamités qui jadis semblaient la dissolution de l'ancienne confédération—ce qui prouve que la même cause produira toujours les mêmes effets—le mal ne se montre pas tout d'un coup—il a été que graduellement—on [illegible] les Etats ont emprunté par le droit de légiuer au gouvernement fédéral, a non en agissant par eux-mêmes du moins en permettant à des corporations de leur création d'émettre du papier [illegible] déprécié et devenu par l'absence de toute autre mesure, cours forcé pour les besoins journaliers de la société, et qu'elle est aujourd'hui notre [illegible] ? décomposition, désordre, confusion, démoralisation parmi nous!

Mais non, vla Louisiane n'a pas cédé au droit qu'elle n'avait pas, dans chaque charte octroyée elle y a stipulé " que toute émission de papier monnaie, " serait sur demande payée en espèces sonnantes, " seulement, devant une grande calamité publique, ou " de guerre quelque lumière est venue à notre esprit, a été réduit à n'en tenir à ses propres moyens. Ceux qui sont opposés à ce bill se sont servis de l'arme la plus puissante qu'ait la résistance en Europe et particulièrement en France, c'est-à-dire le ridicule. Par ce moyen, ils ont espéré de tuer le bill, s'ils n'ont employé aucune autre arme qui n'ont pas voulu se servir eux-mêmes, et le coup mortel dont ils se tient les frappera et les écrasera. Quel est le but du bill, et quelle était l'intention du comité ? On ne peut nier que le pays ne soit dans une situation malheureuse. Il donne aux banques ce qui est valable. Nous sommes à la veille d'une banqueroute générale, et pourquoi ? Est-ce mineurs les causes qui nous y ont amenés.

Quelle est la situation de nos banques? Leur capital payé est d'environ quarante-deux millions de piastres, et le Sénat conserva facilement pourquoi les banques sont en faillite. Non seulement elles ont fait un long terme les quarante-deux millions de capital payé, mais elles ont prêté en outre près de quatorze millions de ce qui constitue leur crédit, et ces quatorze millions aussi en papiers à long terme; ainsi le capital payé et les emprunts faits sur le crédit des banques ont été épuisés, il n'y a plus de mouvement, c'est une parfaite stagnation. Il ne reste plus rien; notre sucre notre coton, nos produits cherchent en vain un acquéreur. Les banques ne peuvent avancer un cent. Le pays qui les accable a paralysé toute leur énergie. Les taffets à courte échéance se renouvellent indéfiniment, et la valeur en reste inactive. Il ne se fait aucune affaire pour du papier: si un billet est tiré à courte échéance, c'est seulement dans l'espoir qu'il sera renouvelé. Il n'y a donc aucune vie, aucune élasticité, aucun élément pour soutenir les opérations commerciales, rien pour les animer. Il n'y a pas sur la place de papier à soixante ou quatre-vingt jours, tout est remouvelé et devient papier d'accommodation. C'est là ce qu'on appelle la charge mortelle des banques, le capital inactif, c'est pour les mettre à même de se débarrasser de la surabondance de ce fardeau, sans jeter la communauté dans la détresse, que ce bill a été proposé. Les banques n'ont plus un cent à prêter, leur capital et leur crédit, ont également atteints et épuisés. Ce serait donc en vain qu'on décrétérait la reprise des paiements en espèces et qu'on fermerait la porte aux faciliés que demande le commerce. L'agriculture languit, l'industrie se ralentit tant que les moyens de les encourager et de les récompenser n'existent pas. Jamais il n'y a eu un dérangement aussi général, une aussi grande détresse, ni un temps où il eût autant besoin de sureté.

Mais on a avancé que ce bill serait pour objet de ressusciter les Banques. Le comité n'a jamais pu avoir une pareille absurdité, il n'a jamais eu l'intention de faire revivre celles qui sont mortes; car il aurait pu aussi bien ordonner à un corps de sortir de la tombe et de marcher. Ce qu'il voulait, c'était de ranimer la vie là où il restait encore un souffle. Il n'a pu faire aucunes distinctions; il n'a pu dire que celle-ci vivait encore, ou que celle-là était expirante. Celles qui sont mortes resteront telles, le bill n'a été que graduellement pour les Etats qui emploi par le droit de légiuer au gouvernement fédéral, a non en agissant par eux-mêmes du moins en permettant à des corporations de leur création d'émettre du papier [illegible] déprécié et devenu par l'absence de toute autre mesure, cours forcé pour les besoins journaliers de la société, et qu'elle est aujourd'hui notre [illegible] ? décomposition, désordre, confusion, démoralisation parmi nous!

Mais non, vla Louisiane n'a pas cédé au droit qu'elle n'avait pas, dans chaque charte octroyée elle y a stipulé " que toute émission de papier monnaie, " serait sur demande payée en espèces sonnantes, " seulement, devant une grande calamité publique, ou " de guerre quelque lumière est venue à notre esprit, a été réduit à n'en tenir à ses propres moyens. Ceux qui sont opposés à ce bill se sont servis de l'arme la plus puissante qu'ait la résistance en Europe et particulièrement en France, c'est-à-dire le ridicule. Par ce moyen, ils ont espéré de tuer le bill, s'ils n'ont employé aucune autre arme qui n'ont pas voulu se servir eux-mêmes, et le coup mortel dont ils se tient les frappera et les écrasera. Quel est le but du bill, et quelle était l'intention du comité ? On ne peut nier que le pays ne soit dans une situation malheureuse. Il donne aux banques ce qui est valable. Nous sommes à la veille d'une banqueroute générale, et pourquoi ? Est-ce mineurs les causes qui nous y ont amenés.

Quelle est la situation de nos banques? Leur capital payé est d'environ quarante-deux millions de piastres, et le Sénat conserva facilement pourquoi les banques sont en faillite. Non seulement elles ont fait un long terme les quarante-deux millions de capital payé, mais elles ont prêté en outre près de quatorze millions de ce qui constitue leur crédit, et ces quatorze millions aussi en papiers à long terme; ainsi le capital payé et les emprunts faits sur le crédit des banques ont été épuisés, il n'y a plus de mouvement, c'est une parfaite stagnation. Il ne reste plus rien; notre sucre notre coton, nos produits cherchent en vain un acquéreur. Les banques ne peuvent avancer un cent. Le poids qui les accable a paralysé toute leur énergie. Les taffets à courte échéance se renouvellent indéfiniment, et la valeur en reste inactive. Il ne se fait aucune affaire pour du papier: si un billet est tiré à courte échéance, c'est seulement dans l'espoir qu'il sera renouvelé. Il n'y a donc aucune vie, aucune élasticité, aucun élément pour soutenir les opérations commerciales, rien pour les animer. Il n'y a pas sur la place de papier à soixante ou quatre-vingt jours, tout est renouvelé et devient papier d'accommodation. C'est là ce qu'on appelle la charge mortelle des banques, le capital inactif, c'est pour les mettre à même de se débarrasser de la surabondance de ce fardeau, sans jeter la communauté dans la détresse, que ce bill a été proposé. Les banques n'ont plus un cent à prêter, leur capital et leur crédit, ont également atteints et épuisés. Ce serait donc en vain qu'on décrétérait la reprise des paiements en espèces et qu'on fermerait la porte aux facilités